

Chambre des Représentants

SESSION 1975-1976.

9 MARS 1976.

PROJET DE LOI

modifiant certaines dispositions de la loi communale, du Code rural, de la législation sur le régime de pensions du personnel communal et assimilé et réglant certaines conséquences des fusions, annexions et rectifications des limites des communes réalisées par la loi du 30 décembre 1975.

I. — AMENDEMENT

PRESENTE PAR LE GOUVERNEMENT.

Art. 3.

« In fine » de cet article supprimer les mots « par catégorie de communes et d'après l'importance de leurs recettes ».

Le Ministre de l'Intérieur,
J. MICHEL.

II. — AMENDEMENT

PRESENTE PAR M. HARMEGNIES.

Art. 5.

Remplacer le texte de cet article par ce qui suit:

« Par dérogation aux dispositions de l'article 114, 2° de la loi communale, les fonctions de receveur communal dans les communes issues d'une fusion ou d'une annexion de communes réalisées à partir du 1^{er} janvier 1977, et dont l'une

Voir:

782 (1975-1976):

- N° 1: Projet de loi.
- N° 2 à 6: Amendements.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1975-1976.

9 MAART 1976.

WETSONTWERP

tot wijziging van sommige bepalingen van de gemeentewet, het Veldwetboek, de wetgeving op de pensioenregeling van het gemeentepersoneel en het daarmee gelijkgestelde personeel en tot regeling van sommige gevolgen van de samenvoegingen, aanhechtingen en wijzigingen van grenzen van gemeenten verwezenlijkt door de wet van 30 december 1975.

I. — AMENDEMENT

VOORGESTELD DOOR DE REGERING.

Art. 3.

« In fine » van dit artikel de woorden « per klasse van gemeenten en volgens de belangrijkheid van hun ontvangsten » weglaten.

De Minister van Binnenlandse Zaken,
J. MICHEL.

II. — AMENDEMENT

VOORGESTELD DOOR DE HEER HARMEGNIES.

Art. 5.

De tekst van dit artikel vervangen door wat volgt:

« In afwijking van de bepalingen van artikel 114, 2° van de gemeentewet wordt het ambt van gemeenteontvanger in gemeenten die uit een vanaf 1 januari 1977 uitgevoerde samenvoeging of toevoeging van gemeenten zijn ontstaan en

Zie:

782 (1975-1976):

- N° 1: Wetsontwerp.
- NU 2 tot 6: Amendementen.

de dispositions statutaires, les limitations temporelles de validité des décisions participent aux effets de l'annulation en question et s'en trouvent lésés, en conséquence, dans toute leur portée.

Le projet d'arrêté local fixant, en ce qui concerne la situation du personnel communal et du personnel des commissions d'assistance publique, les modalités d'exécution des fusions et annexions de communes ratifiées conformément à la loi du 23 juillet 1971, prévoit que le conseil communal de la commune nouvelle arrête, au plus tard dans les douze mois de son installation, le cadre du personnel de même que les statuts administratif et pécuniaire de ce dernier. Il n'est que logique qu'à partir du moment où le nouveau cadre du personnel est mis en place, donc après approbation de l'autorité de tutelle, le recrutement s'opère obligatoirement aux conditions statutaires normales.

Il convient également de déterminer quel sera le statut pécuniaire appliqué au personnel recruté après les fusions ou annexions de communes.

Indien worden toegelaten. Indien er geen wettelijke regeling was, geltoffen. Indien de liddelijke proceculslden niet kunnen declnemen. Men bedoelde bevordertingsexnmen, en dan door in hun volledige loopbaan worden geschuud.

Herontwerp van koninklijk besluit tot vaststelling, wat de toetsrand van her gemeenrepersoneel en van her personeel van de commissies van openbare onderstand betref, van de modaliteit van uitvoering van de samenvoegingen en aanhechtingen van gemeenten, bekrachtigd overeenkomstig de wet van 23 juli 1971, bepaalt dat de gemeenteraad van de nieuwe gemeente uiterlijk twaalf maanden na zijn installatie de personeelsformatie bepaalt, alsmede het administratief statuut en de bezoldigingsregeling. Het is niet meer dan logisch dat vanaf het ogenblik dat bedoelde nieuwe personeelsformatie van kracht is, dus na de goedkeuring van de toezienende overheid, de aanwerving moet gebeuren onder de normale statutaire voorwaarden.

Er moet tevens worden vastgelegd welke bezoldigingsregeling van toepassing zal zijn op her na de samenvoegingen of aanhechtingen van gemeenten aangeworven personeel.

J. VAN ELEWYCK.
L. HARMEGNIES.

IV. - AMENDEMENT PRESENTE PAR MM. COLLA ET TALBOT.

(En remplacement de leurs amendements antérieurs -
Doc. n° 782/3 - II et 5 - I.)

Art. 2.

Compléter cet article par ce qui suit:

« ou du commissaire d'arrondissement délégué »,

IV. - AMENDEMENT VOORGESTELD DOOR DE HEREN COLLA EN TALBOT.

(Ter vervanging van hun vroegere amendementen -
Stukken nU 782/3 - II en 5 - I.)

Art. 2.

Dit artikel aanvullen met wat volgt:

« of van de afgevaardigde arrondissementscommissaris »,

F. COLLA.
Ch. TALBOT.

V. - AMENDEMENTS PRESENTES PAR M. COLLA.

Art. 14bis (nouveau).

Insérer un article 14bis (nouveau), libellé comme suit:

« Dans les nouvelles communes issues d'une fusion, le secrétaire communal et le receveur communal sont nommés, chacun dans son propre grade, parmi les secrétaires communaux et les receveurs communaux des communes faisant l'objet de la fusion, qui satisfont aux conditions de nomination en vigueur au 23 juillet 1971 dans les communes-centres. »

JUSTIFICATION.

En vertu de l'article 6 de la loi communale, il y a dans chaque commune un secrétaire communal et un receveur communal. Il en résulte que seul un des titulaires des différentes communes peut être nommé à nouveau dans les communes issues d'une fusion.

V. - AMENDEMENTEN VOORGESTELD DOOR DE HEER COLLA.

Art. 14bis (nieuw).

Een artikel 14bis (nieuw) invoegen luidend als volgt:

« In de door samenvoeging tot stand gekomen nieuwe gemeenten worden de gemeentesecretaris en de gemeenteteontvanger, elk in de eigen graad, benoemd onder de gemeentesecretarissen en gemeenteteontvangers van de bij de samenvoeging betrokken gemeenten die voldoen aan de benoemingsvoorwaarden van kracht in de kerngemeente op 23 juli 1971 »,

VERANTWOORDING.

Op grond van artikel 6 van de gemeentewet is er in iedere gemeente één gemeentesecretaris en één gemeenteteontvanger. Hieruit volgt dat er in de samengevoegde gemeenten onder de aanwezige titularissen van de verschillende gemeenten slechts één kan herbenoemd worden.

Au risque de concéder des privilèges à certains titulaires et d'attribuer ces privilèges à la reconnaissance des droits d'illures titulaires qui satisfont à des critères de capacité et identiques, le nouveau régime général basé sur des dérogations à l'article 84, § 1, de la loi communale. Il ne peut être arrêté s'il ne tient pas d'abord compte de la situation individuelle de chaque titulaire.

Des dérogations basées uniquement sur la commune d'origine, et plus particulièrement sur l'importance de celle-ci, doivent nécessairement avoir les conséquences citées et s'avèrent dès lors injustifiables.

La solution qui consiste à prendre pour base les conditions de nomination existant dans la commune-centre « in tempore non suspecto » est beaucoup plus objective et dès lors plus acceptable et justifiable. Pour prévenir toute discrimination il faudrait tenir compte de la situation existant au 23 juillet 1971, date de la loi de fusion.

En prévoyant que ces conditions de nomination seront celles de la commune issue de la fusion, il ne surgirait aucune friction entre les titulaires actuels et la possibilité de choix serait garantie aux conseils communaux, ainsi qu'il convient.

Le maintien de ce régime pendant la durée de deux mandats communaux — laquelle pourrait éventuellement être ramenée à une période plus brève en cas de disparition de tous les titulaires qui n'ont pas obtenu, chacun dans son grade, une nouvelle nomination — permettrait de mieux sauvegarder les droits de ceux qui n'ont pas été nommés lors de la première nomination; ceux-ci auraient donc une chance plus réelle de pouvoir exercer à nouveau leur fonction initiale dans un certain délai.

Enfin, en évoquant à nouveau cette question, le législateur déciderait lui-même du sort de fonctionnaires dont la fonction est instituée par la loi, ce qui se justifie pleinement du point de vue juridique.

Art. 15.

Compléter le texte de cet article par ce qui suit:

« sans préjudice du droit au choix à exercer préalablement à l'installation du conseil communal de la nouvelle commune sur laquelle le choix se porte.

» Pour l'application de cet article, la population des communes est celle qui résulte du dernier recensement décennal à moins qu'elles n'aient été classées dans une catégorie supérieure en application de l'article 130 de la loi communale. »

JUSTIFICATION.

L'article 15 prévoit la reprise du secrétaire communal et du garde champêtre par une commune issue d'une fusion, sans aucune possibilité de choix.

Les intéressés souhaitent toutefois avoir ce choix pour plusieurs raisons, aussi bien d'ordre privé que professionnel.

D'autre part, la reprise obligatoire de ces agents pourrait avoir pour résultat que les communes issues d'une fusion soient privées de titulaires, ce qu'il convient d'éviter et ce qui peut l'être par le droit au choix.

Néanmoins ce droit devrait être exercé avant une date déterminée, à savoir avant l'installation du nouveau conseil communal de la nouvelle commune, afin de prévenir toute spéculation.

Si ce droit au choix n'était pas exercé avant cette date, l'intéressé serait censé opter tacitement pour la solution prévue au projet de loi.

Enfin, en vue de prévenir toute contestation concernant la population qui doit être prise en considération, il semble indiqué de reprendre la formule de l'article 18, à savoir celle du recensement décennal ou de l'application de l'article 130 de la loi communale.

Art. 16.

Compléter le texte de cet article par ce qui suit:

« L'ancien secrétaire communal commun qui exerce deux fonctions différentes à la suite d'une fusion antérieure choisit sa nouvelle commune. Il porte ce choix à la connaissance de la commune centrale avant l'installation du nouveau conseil communal de la nouvelle commune. S'il n'opère aucun choix avant cette installation, il suit la commune où il exerçait la fonction de secrétaire communal au 31 décembre 1976. ».

On gévonn n' voorechren ic verlenen nnn heppnde tituli-rissen en deze voorechren in te voeren met misknning van tie rechten van andere titularissen die nun klentick bckwnamheidsverclsten voldoen, kali geen ul' afwijkingcu v.m artikel S4, S 1, van de gmcntcwet gesteunde a gomene regeling wordcn vastgcsteld, zo zij niet vertrackt van de individuele roestand van ieder titularis.

Afwijkingen die enkel en alleen zijn gesteund op de gemeente van herkomst, meer bepaald op de omvang van de gemeente van herkomst, moeren noodzakelijkerwijze de aangehaalde gcvolgen hebben en blijken derhalve onverantwoord.

Veel objectiever, en derhalve aanneemlijker en verantwoord is de oplossing die erin bestaat de in de kerngemeente « in tempore non suspecte » bestaande benoemingsvoorwaarden als basis te nemen. Om iedere discriminatie uit te sluiten zou de op 23 juli 1971 bestaande toestand in aanmerking dienen te worden genomen, 23 juli 1971 zijnde de datum van de fusiewer zelf.

Door deze benoemingsvoorwaarden als benoemingsvoorwaarden der uit de sarnenvoeging ontstane gemeente vast te stellen zou onder de aanwezige titularissen geen enkele wrijving ontstaan en zou de keuze-mogelijkheid aan de gerneeneraden, zoals het past, gewaarborgd worden.

Door deze regeling aan te houden voor een dubbele gemeentelgislatuur — eventueel teruggebracht tot een kortere termijn bij vroeger verdwijnen van alle niet-herbenoemde titularissen — ieder in zijn graad — zouden de rechten van de niet-herbenoemden bij de eerste benoeming beter gevrijwaard blijven en zouden deze een reëler kans krijgen om binnen afzienbare tijd hun oorspronkelijke functie opnieuw te kunnen uitoefenen.

Tenslotte zou de wetgever, door deze kwestie opnieuw tot zich te trekken, zelf beslissen nopens het lot van ambtenaren wier functie een bij de wet ingestelde functie is, wat juridisch volstrekt verantwoord blijft.

Art. 15.

De tekst van dit artikel aanvullen met wat volgt :

«onverminderd het recht op keuze uit te oefenen vóór de installatie van de gemeenteraad van de nieuwe gemeente u/aarheen de keuze gaat.

» Voor de toepassing van dit artikel is het bevolkingscijfer van de gemeenten datgene dat blijkt uit de jongste tienjaarlijkse volkstelling, tenzij de gemeenten bij een hogere klasse werden ingedeeld bij toepassing van artikel 130 van de gemeentewet. »

VERANTWOORDING.

Artikel 15 voorziet in de oriëntatie van de gemeenschappelijke secretaris en veldwachter naar één fusiegemeente, zonder enige keuzemogelijkheid.

De betrokkenen wensen echter de keuze te hebben om meerdere redenen, zowel van private als van professionele aard.

Bovendien zou uit de verplichte oriëntatie kunnen voortvloeien dat fusiegemeenten zonder titularis vallen, wat te vermijden is en voorkomen kan worden door het keuzerecht.

Nochtans zou dit recht moeten uitgeoefend worden vóór een wel bepaalde datum, te weten vóór de installatie van de nieuwe gemeenteraad der nieuwe gemeente, dit om elke speculatie te voorkomen.

Indien dit keuzerecht niet uitgeoefend is vóór deze datum wordt de betrokkene geacht stilzwijgend te opteren voor de oplossing van het wetsontwerp.

Ten einde elke berwisting te voorkomen in verband met het in aanmerking te nemen bevolkingscijfer lijkt het tenslotte aangewezen de formule van artikel 18 over te nemen, n.l. de tienjaarlijkse telling of de toepassing van artikel 130 van de gemeentewet.

Art.16.

De tekst van dit artikel aanvullen met wat volgt:

«De geu/ezen gemeenschappelijke gemeentesecretaris die ingeuolge een uorige samenuoeging, tu/ee uerschillende ambten uitoejent, kiest z;n nieu toe gemeente. Hi; brengt deze heuze ter kennis van de herngerneente vóór de installatie van de nieu u/e gemeenteraad der nieu u/e gemeente. Indien hi; geen keuze doet vóór deze installatie, dan volgt hi; de gemeente uiaar hi; de [unctie van gemeentesecretaris nog uitoelende op 31 december 1976 ».

JUSTIFICATION.

Les objectifs des articles 15 et 16 sont clairs et entièrement justifiés, à savoir l'annexion à une seule commune fusionnée. Il est cependant frappant que les deux articles se bornent à des membres du personnel exerçant une même fonction dans deux ou plusieurs communes.

Limités de cette manière, il est impossible que les objectifs que s'assigne le projet de loi soient réalisés partout. Il n'est pas tenu compte des situations créées par les fusions précédentes.

En effet, certains secrétaires communs ont déjà été touchés antérieurement par une fusion. Depuis celle-ci, ils ont conservé leur fonction de secrétaire communal dans certaines de leurs communes, mais l'ont perdue dans d'autres, de sorte qu'ils exercent actuellement deux fonctions différentes et sont exclus de l'application de l'article 15 aussi bien que de l'article 16.

Il n'y a cependant aucune raison d'écarter les victimes des fusions antérieures du régime généralement considéré comme nécessaire et justifié. Les intéressés doivent, eux aussi, relever d'une seule commune fusionnée.

Plusieurs solutions sont possibles.

Il conviendrait cependant de s'inspirer d'une des règles suivantes :

- ou bien on considère l'ancien secrétaire commun comme un secrétaire commun et on applique l'article 15;
- ou bien on ne considère plus l'ancien secrétaire commun comme un secrétaire commun et on applique l'article 16.

Il semble cependant plus indiqué de réserver le choix aux intéressés. En effet, de nombreux titulaires se sont établis dans une commune parce qu'ils y ont construit ou parce qu'ils étaient obligés d'y être domiciliés. On ne peut demeurer indifférent à leur cas.

C'est pourquoi la solution du libre choix paraît la plus justifiée.

Art. 19.

Remplacer le texte de cet article par ce qui suit :

« Sans préjudice des dispositions de l'article 20, les membres du personnel des ancienne-s-communes qui ne sont pas nommés comme titulaires de leur ancienne fonction dans la nouvelle commune peuvent, à leur demande, être mis en position d'attente, pour autant qu'ils n'entrent pas en ligne de compte pour l'application de l'article 30, § 1^{er}. »

JUSTIFICATION.

L'amendement à l'article 19 vise à réaliser, conjointement à un amendement à l'article 30, une solution globale qui :

- 1° sauvegarde mieux les droits des secrétaires et des receveurs communaux non renommés;
- 2° reconnaisse la jurisprudence du Conseil d'Etat;
- 3° tienne compte de la situation réelle de suppression d'emploi dont les intéressés sont l'objet;
- 4° maintienne le cadre du personnel à l'effectif actuel;
- 5° reste supportable du point de vue financier.

Le régime proposé se limite aux agents non renommés des grades légaux dont les années de service sont insuffisantes, étant entendu que ceux qui optent pour ce régime (position d'attente limitée à cinq ans) sont obligatoirement mis à la retraite anticipée d'office à l'expiration du délai d'attente.

S'ils ne choisissent pas cette position d'attente, ils optent en fait pour l'intégration dans les nouveaux cadres.

Les secrétaires et les receveurs communaux sont les seuls fonctionnaires qui perdent leur fonction. Il est dès lors tout à fait justifié de leur réserver les mesures spéciales proposées, qui s'écartent de celles qui sont réservées au reste du personnel, dont aucun membre ne peut perdre sa fonction.

Par ailleurs, il est impossible d'offrir à ces fonctionnaires une « fonction au moins équivalente ». Ce fait est généralement reconnu.

Le nombre de titulaires qui, au 1^{er} janvier 1977, auront moins de 25 ans de service s'élève à 973 (soit une moyenne de 1,49 par fusion); à la même date, le nombre de titulaires comptant plus de 25 années de service s'élèvera à 667 (soit une moyenne de 1,02 par fusion).

VERANTWOORDING.

De bedoelingen van artikelen 15 en 16 zijn duidelijk en volstrekt verantwoord: aanhechting aan één enkel fusiegemeente. Nochtans valt op dat beide artikelen zich beperken tot personeelsleden die in twee of meer gemeenten eenzelfde ambt uitoefenen.

Aldus beperkt, kunnen de oogmerken van het ontwerp onmogelijk overal verwezenlijkt worden. Er wordt geen rekening gehouden met de toesranden geschapen door de vorige fusies.

Inderdaad, sommige gemeenschappelijke secretarissen werden vroeger reeds betrokken bij fusie. Zij hebben sedert deze fusie hun ambt van gemeentesecretaris in sommige hunner gemeenten behouden en in andere verloren, zodanig dat zij thans twee verschillende ambten uitoefenen en uitgesloten worden zowel van de toepassing van artikel 15 als van artikel 16.

Er besraat echter geen enkele reden om de slachtoffers van de vroegere fusies de regeling te ontnemen welke algemeen noodzakelijk wordt geacht en verantwoord is. Ook zij dienen ondergebracht te worden in één enkele fusiegemeente.

Verschillende oplossingen zijn mogelijk.

Er zou echter dienen uitgegaan te worden van één der volgende regelen :

- ofwel behandelt men de gewezen gemeenschappelijke secretaris als gemeenschappelijke secretaris en past men terzake artikel 15 toe;
- ofwel behandelt men de gewezen gemeenschappelijke secretaris niet meer als gemeenschappelijke secretaris en past men artikel 16 toe.

Het lijkt evenwel aangewezen hen de keuze te waarborgen. Vele titularissen hebben zich ergens gevestigd doordat zij er gebouwd hebben of verplicht werden er te wonen. Hieraan kan thans niet voorbij worden gegaan.

Derhalve lijkt de oplossing van de vrije keuze de meest verantwoorde.

Art. 19.

De tekst van dit artikel vervangen door wat volgt :

« Dnuerminderd het bepaalde in artikel 20 worden de personeelsleden van de vroegere gemeenten welke in de nieuwe gemeente niet tot titularis van het vroeger ambt benoemd worden, op hun verzoek in wachtstand geplaatst, voor zover zij niet in aanmerking komen voor de toepassing van artikel 30, § 1^{er}. »

VERANTWOORDING.

Het amendement bij artikel 19 is bedoeld om, in samenhang met het amendement bij artikel 30, te komen tot een globale oplossing welke :

- 1° de rechten van de niet-herbenoemde gemeentesecretarissen en -onrangers beter vrijwaren;
- 2° de rechtspraak van de Raad van State erkent;
- 3° rekening houdt met de effectieve roestand van ambtsopheffing waarvan de betrokkenen het voorwerp zijn;
- 4° het personeelsbestand te handhaven op het huidige effectief;
- 5° financieel draagbaar blijft.

De voorgestelde regeling is beperkt tot de niet-herbenoemde ambtenaren van de wettelijke graden die onvoldoende dienstjaren tellen, met dien verstande dat zij die opteren voor deze regeling (een tot vijf jaren beperkte wachtstand) na het verstrijken van de periode van wachtstand van ambtswege op vervroegd pensioen worden gesteld.

Indien zij niet opteren voor deze wachtstand, dan opteren zij in feite voor de integratie in de nieuwe kaders.

De gemeentesecretarissen en gemeenteronrangers zijn de enige ambtenaren die hun functie verliezen. Het is derhalve volstrekt verantwoord dat zij in aanmerking komen voor speciale maatregelen die afwijken van deze voorbehouden aan het overige personeel waarvan geen enkel lid zijn functie kan verliezen.

Bovendien kan men aan deze ambtenaren onmogelijk een « minstens gelijkwaardig ambt » aanbieden. Dit is algemeen erkend.

Het aantal titularissen dat op 1 januari 1977 minder dan 25 dienstjaren zal tellen bedraagt 973 (gemiddeld per fusie 1,49); terwijl het aantal dat meer dan 25 dienstjaren zal tellen 667 eenheden bedraagt (gemiddeld per fusie 1,02).

CHAPITRE IVbis (OIIIVelII).

Sous un chapitre IVbis (nouveau) « Dispositions particulières aux secrétaires communaux et aux receveurs communaux », insérer des articles 22bis (nouveau) et 23bis (nouveau), libellés comme suit :

« Art. 22bis. Les secrétaires communaux et les receveurs communaux qui n'ont pas été renommés en cette qualité se voient conférer le titre et la fonction de sous-secrétaire et de sous-receveur.

» Pour la détermination du statut pécuniaire et de l'ordre hiérarchique, ils sont classés comme suit :

» 1^{re} classe: ceux qui possèdent les qualifications imposées aux titulaires respectifs des fonctions de secrétaire communal et de receveur communal;

» 2^e classe: ceux qui remplissent les conditions requises par l'article 4, b, de l'arrêté royal portant exécution de l'article 84, § 1, de la loi communale, et n'appartiennent pas à la 1^{re} classe;

» 3^e classe: tous les autres anciens secrétaires communaux.

» Les articles 2 à 7 de l'arrêté-loi du 23 décembre 1946 sont applicables aux sous-secrétaires et aux sous-receveurs; l'article 18 du même arrêté-loi est applicable aux seuls sous-secrétaires et sous-receveurs de 1^{re} classe. »

JUSTIFICATION.

L'article 8 de la loi du 23 juillet 1971 part du principe qu'il convient de sauvegarder les droits des agents communaux et que le Roi est autorisé à déroger à certaines dispositions légales afin de rendre cette sauvegarde effective.

Dans le cas des secrétaires communaux et des receveurs communaux, il est établi que ceux-ci ne peuvent être nommés à ce titre dans la nouvelle commune, en considération du fait que la loi communale prévoit pour ces fonctions l'unité de la fonction.

Ainsi, qu'on le veuille ou non, on se trouve en présence d'une situation générale de suppression d'emploi, à laquelle le projet de loi n'entend pas apporter de solution spécifique, ainsi qu'il résulte de l'article 19 qui vise même à rendre inopérants les règlements existants.

Il se trouve également que l'arrêté royal qui doit intervenir sur la base de l'article 8 ne peut garantir aucune « fonction au moins équivalente » du fait que pareille fonction ne peut ni exister ni être définie.

Par conséquent, le problème ne saurait être réglé que par voie légale en prévoyant la création de deux nouvelles fonctions réservées aux anciens titulaires des fonctions de secrétaire communal et de receveur communal qui n'ont pas été renommés.

Il est évident que ce système constitue un régime transitoire propre à une période transitoire, laquelle prendra automatiquement fin au moment où disparaîtra de l'administration le dernier survivant des anciens titulaires. Une solution transitoire limitée à la période transitoire est dès lors pleinement justifiée.

Afin de parvenir à une certaine hiérarchie, l'on pourrait envisager la création des fonctions de sous-secrétaire et de sous-receveur, lesquelles seraient réparties en trois classes et s'appuieraient sur les conditions de qualification que les intéressés remplissent ou sont censés remplir.

L'arrêté-loi du 23 décembre 1946 prévoit la création d'un poste de secrétaire adjoint dans les communes de plus de 125 000 habitants, création pouvant éventuellement être étendue aux communes de plus de 80 000 habitants. Cet arrêté-loi, en ses articles 2 à 8, prévoit l'organisation des activités du secrétaire communal et du secrétaire communal adjoint, qui n'a jamais donné lieu à des discussions et peut dès lors être rendu applicable dans ce cas également.

Il serait cependant préférable que l'article 8 de l'arrêté-loi précité soit rendu applicable aux seuls sous-secrétaires et sous-receveurs de 1^{re} classe, en vue d'aboutir à un ordre de succession automatique et à une limitation automatique.

« Art. 23bis. — Sans préjudice des dispositions de l'arrêté royal pris en exécution de l'article 8 de la loi du 23 juillet 1971 préservant les droits du personnel des communes

HOOFDSTUK IVbis (IIIElIII).

Onder een hoofdstuk IVbis (nieuw) « Bijzondere bepalingen voor de gemeentesecretarissen en gemeentcontvangers » de artikelen 22bis (nieuw) en 23bis (nieuw) invogcn luidend als volgt:

« Art. 22bis. De niet als dusdanig herbenoemde gemeentesecretarissen en gemeenteontvangers bekomen de titel en de functie van onder-secretaris en onder-ontvanger.

» Voor het uaststellen van de bezoldigingsregeling, en de hiërarchische rangorde worden zij ingedeeld als volgt:

» 1^{ste} klasse: zij die voldoen aan de bekwaamheidsvereisten opgelegd aan de respectieve titularissen van de functies van gemeentesecretaris en gemeenteontvanger;

» 2^e klasse: zij die voldoen aan de vooru/aarden gesteld bij artikel 4, b, van het koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 84, § 1, van de gemeentetoeet, en niet behoren tot klasse 1;

» 3^e klasse: alle overige geuiezen gemeentesecretarissen.

« De artikelen 2 tot en met 7 van de, besluite/et van 23 december 1946 zijn toepasselijk op de onder-secretarissen en onder-ontvangers; artikel 8 van dezelfde besluitwet is enkel toepasbaar op de onder-secretarissen en onder-ontvangers van 1^{ste} klasse. »

VERANTWOORDING.

Artikel 8 van de wet van 23 juli 1971 gaat ervan uit dat de rechten van het personeel der gemeenten moeten gevrijwaard worden en dat de Koning gemachtigd is af te wijken van bepaalde wettelijke beschikkingen teneinde deze vrijwaring effectief te maken.

In het geval van de gemeentesecretarissen en gemeenteontvangers staat vast dat zij in de nieuwe gemeente niet allen als dusdanig kunnen herbenoemd worden, omdat de gemeentewet voor deze functies de eenheid der functie voorziet.

Willens nillens komt men aldus te staan voor een algemene roestand van ambtsopheffing, waarvoor het wetsontwerp geen geëigende oplossing wil brengen, zoals blijkt uit artikel 19, dat zelfs de bestaande reglementen wil ontkrachten.

Nu is het ook zo dat het op grond van artikel 8 uit te vaardigen koninklijk besluit geen « minstens gelijkwaardige functie » kan waarborgen, omdat dergelijke functie niet kan bestaan en niet kan omschreven worden.

Er blijft derhalve niets anders over dan het probleem bij wet te regelen, door te voorzien in de oprichting van twee nieuwe functies, voorbehouden aan de niet herbenoemde gewezen titularissen van de functies van gemeentesecretaris en gemeenteontvanger.

Uiteraard wordt deze regeling een overgangsregeling voor een periode welke automatisch zal eindigen bij het verdwijnen uit de administratie van de laatste der overlevende gewezen titularissen. Een overgangso oplossing beperkt tot het overgangstijdperk is aldus volstrekt verantwoord.

Om tot een zekere hiërarchie te komen kan de instelling voorzien worden van de functies van onder-secretaris en onder-ontvanger, ingedeeld in drie klassen, en gesteund op de bekwaamheidsvereisten waaraan de betrokkenen voldoen of worden geacht te voldoen.

De besluitwet van 23 december 1946 voorziet in de oprichting van de functies van adjunct-gemeentesecretaris in de gemeenten met 125 000 inwoners, eventueel uit te breiden tot gemeenten met meer dan 80 000 inwoners. Deze besluitwet voorziet in zijn artikelen 2 tot en met 8 in een regeling der werkzaamheden tussen gemeentesecretaris en adjunct-gemeentesecretaris, regeling die nooit aanleiding heeft gegeven tot discussies en bijgevolg ook hier toepasselijk kan worden gesteld.

Her zou echter aanbeveling verdienen artikel 8 van de besluitwet van 23 december 1946 enkel toepasselijk te maken op de onder-secretarissen en onder-ontvangers van 1^{ste} klasse, om te komen tot een automatische rangorde en een automatische beperking.

« Art. 23bis. — Onverminderd de bepalingen van het koninklijk besluit genomen ter uitvoering van artikel 8 van de wet van 23 juli 1971 ter vrijwaring van de rechten van het

» L'âge minimum des fonctionnaires et les trente années de service admissibles 1^{re} : la loi du 17 juillet 1975 concernant l'âge de la pension leur est applicable.

» § 2. L'âge minimum de 60 ans prévu au § 1, premier alinéa, et les trente années de service admissibles pour la pension ne valent pas pour les fonctionnaires qui, dans la nouvelle commune, n'ont pas été nommés à nouveau dans la fonction exercée dans l'ancienne commune et dont ils étaient titulaires.

» § 3. La pension des fonctionnaires visés au § 2 est fixée à un quart du dernier traitement d'activité, augmenté de 1/60^e pour chaque année de service valorisable, sans qu'elle puisse cependant dépasser les 45/60^e.

» § 4. Les bonifications de temps de service consenties conformément aux lois coordonnées du 11 août 1923 ne peuvent avoir d'effet que dans les limites des 9/10^e du dernier traitement d'activité.

JUSTIFICATION.

L'amendement en ordre subsidiaire n'a aucun rapport avec l'article 19.

Il deviendrait donc sans objet si l'amendement à l'article 19 était adopté en même temps que l'amendement en ordre principal à l'article 30.

Il vise à réaliser une solution analogue à celle recherchée par l'amendement en ordre principal, mais d'une tout autre façon, notamment en n'imposant aucune condition d'âge et d'années de service aux secrétaires et receveurs communaux qui n'ont pas obtenu une nouvelle nomination.

Cette solution se justifie également comme dérogation en faveur des fonctionnaires qui sont les victimes d'une fusion et dont l'emploi a été supprimé.

Tout comme l'amendement en ordre principal, l'amendement en ordre subsidiaire s'inspire de l'article 18 de l'arrêté royal du 28 décembre 1938, mais il prévoit, comme le projet de loi lui-même, une bonification de 5 ans au maximum. A la lumière de l'amendement en ordre principal, la solution préconisée par l'amendement en ordre subsidiaire est justifiée en raison de l'absence d'une période de disponibilité avec un traitement d'attente à 100 %.

De la même façon que l'amendement en ordre principal, il rend applicable la loi du 17 juillet 1975.

Il est indiscutable que l'amendement en ordre subsidiaire que nous proposons permettra de faire des économies financières. Ces dernières permettront largement de procéder au remplacement, sans frais, des fonctionnaires admis à la pension prématurée. Nous disons, sans frais; nous devrions dire le contraire:

- il n'y aura pas de saignée financière;
- les cadres pourront immédiatement être remplis;
- il sera beaucoup plus facile de résoudre les problèmes en matière de personnel étant donné que les cadres seront plus aérés;
- personne ne sera frustré;
- on pourra réaliser dans de meilleures conditions la politique en matière de fusions.

Art. 42bis (nouveau).

Insérer un article 42bis (nouveau), libellé comme suit:

«Les charges résultant de la pension anticipée octroyée en vertu de la présente loi sont supportées par la Caisse de répartition ou par la nouvelle commune suivant la distinction prévue à l'article 38 ».

JUSTIFICATION.

A l'exception de la dernière phrase de l'article 31, le projet ne prévoit rien au sujet de la prise en charge de la pension anticipée.

Il s'ensuit que, conformément à l'article 135 de l'arrêté royal du 26 décembre 1938 et à l'article 10 de la loi du 25 avril 1933, la pension anticipée demeure en tout état de cause à charge de la nouvelle commune et non pas de la Caisse de répartition.

„ De bi; Het eerste lid be/ldad/! 11;111111/ee/111111 Cij de dertig [Jemue/lgerec]11 igde dienst jarcu iorden uerminderd 11Oor de rechthebbenden 0/1) bet statuut van nationale erkentelijkheid, in de mate u/aarop de toet vall 17 juli 1975 beire]fende de pensioengerechtigde leeftijd 0/1) hen toepassing iindt.

» § 2. De bi; § 1, eerste lid, bepaalde tminimumleeftijd van zestig jaar en de dertig pensioengerechtigde dienstjaren geldell niet voor de ambtenaren die in de nieuw/e gemeente niet u/erden herbenoemd tot bet in de uroegere gemeente uitge-oefend ambt toaarvan zi] titularis u/aren.

» § 3. Het pensioen van de bi; § 2 bedoelde ambtenaren wordt vastgesteld op basis van het vierde van de laatste activiteitswedde verhoogd met 1/60^e voor elk meetellend dienstjaar, zonder euenu/el 45/60^e te mogen ouerschrijden.

» § 4. De tijdsbonificaties toegestaan overeenkomstig de samengeordende wetten van 11 augustus 1923 kunnen slechts uitu/erking hebben binnen de grens van de 9/10^e der laatste actiuiteitsoedde.

VERANTWOORDING.

Het amendement in bijkomende orde houdt geen verband met artikel 19.

Het zou bijgevolg vervallen indien het amendement bij artikel 19 wordt aangenomen samen met het amendement in hoofdorde bij artikel 30.

Het streeft een gelijkaardige oplossing na als her amendement in hoofdorde, doch op een andere wijze, nl. door aan de niet-herbenoemde gemeentesecretarissen en gemeenteontvangers geen enkele voorwaarde inzake leeftijd en dienstjaren op te leggen.

Ook deze oplossing is verantwoord als afwijking in het voordeel van de ambtenaren die her slachtoffer zijn van de fusie wegens verlies van her ambt.

Her amendement is, evenals het amendement in hoofdorde geïnspireerd door artikel 18 van het koninklijk besluit van 26 december 1938, doch het past de bonificatie toe van maximum 5 jaar zoals het wetsontwerp het zelf voorziet. In het licht van het amendement in hoofdorde is de oplossing voorggehouden door het amendement in bijkomende orde verantwoord wegens de afwezigheid van een periode van wachtstand met wachgeld à 100 %.

Op identieke wijze als voorzien bij het hoofdamendement maakt het de wet van 17 juli 1975 toepasselijk.

De financiële besparingen welke uit her voorgestelde amendement in bijkomende orde voortvloeien, zijn onweerslegbaar. Zij laten toe, ruimschoots, over te gaan tot het vervangen van de op vervroegd pensioen gestelde ambtenaren, zonder kosren, Integendeel:

- er ontstaat geen financiële adelating;
- de kaders kunnen onmiddellijk volzet worden;
- de personeelsproblemen zijn gemakkelijker op te lossen, door meer opening in de kaders;
- niemand is gefrustreerd;
- her fusiebeleid kan in betere voorwaarden worden doorgevoerd.

Art. 42bis (nieuw).

Een artikel 42bis (nieuw) invoegen, luidend als volgt:

«De lasten uoortspruitend uit het vervroegd pensioen verleend ingeolge deze wet, u/orden gedragen door de Omslagkas of de nieuw/e gemeente naargelang het onderscheid uoorzien door artikel 38 ».

VERANTWOORDING.

Met uitzondering wat betreft artikel 31, laarsre volzin, voorziet het ontwerp niets omtrent het ten laste nemen van het vervroegd pensioen.

Hieruit volgt dat overeenkomstig artikel 135 van het koninklijk besluit van 26 december 1938 en artikel 10 van de wer van 25 april 1933, het vervroegd pensioen in elk geval ten laste blijft van de nieuwe gemeente en nier van de Omslagkas.

Eruut duunec que ks. disjon. presentent nctuellcutent in cnrucrc untion- nul, il serait normal de faire jouer la solidarité nationale en (nisen) supporter la d'imp. de la pension l'ntkipée pal' la Caisse de repartiriou, à cundiriou, toutefois de mahtcuir. In distinction prévue ~ l'urtl- de 38.

Ce système aurait pour effet que les coûts globaux seraient mieux répartis, que lors de la répartition les éléments favorables et défavorables joueraient simultanément et de manière égale pour toutes les communes et que les conseils communaux seraient moins tentés de s'opposer à l'octroi de la pension anticipée, ce qui sauvegarderait de manière effective les droits des intéressés.

[JaM de fusieR thIU een naliollll:II klfilter vcrtonen, zou hCl normnl lijn de nationale 80lidlritelt. te dUCII spelen door het vervroegd pensioen tell luste ic lcggen van de Omslagkas, evenwel mits haldhavig van het ouderschld voorzien bij artikel 38.

Deze regeling zou voor gevolg hebben dat de globale kosten beter verdeeld zijn, dat de gunstige en ongunstige elementen gelijktijdig spelen bij de repartitie en in gelijke mate voor alle gemeenten, en bovendien dat bij de gemeenteraden minder tegenstand ontstaat tegen het verlenen van het vervroegd pensioen, wat de rechten van de betrokkenen effectief vrijwaart.

F. COLLA.

VI. -- AMENDEMENT PRESENTE PAR M. TEMMERMAN.

Art.7.

A la sixième ligne, remplacer les mots:

« sur présentation du bourgmestre »

par les mots

« sur présentation du conseil communal »,

VI. -- AMENDEMENT VOORGESTELD DOOR DE HEER TEMMERMAN.

Art. 7.

Op de zesde en de zevende regel de woorden

« op voordracht van de burgemeester »

vervangen door de woorden

« op voordracht van de gemeenteraad ».

G. TEMMERMAN.

VII. -- AMENDEMENTS PRESENTES PAR M. DEHOUSSE.

Art.7.

(Amendement subsidiaire à l'amendement de MM. Scokaert et Harmegnies - Doc. n° 782/2-Y).

1. -- Aux quatrième et cinquième lignes, remplacer les mots

« le Roi nomme l'un des titulaires commissaire de police en chef sur présentation du bourgmestre »

par les mots

{le bourgmestre nomme l'un des titulaires commissaire de police en chef sous l'approbation du gouverneur ».

JUSTIFICATION.

Il est paradoxal de réduire l'autonomie des communes rendues plus grandes par la fusion et, à en croire le Gouvernement, plus fortes.

2. -- Aux sixième et septième lignes, supprimer les mots

« le procureur général près la Cour d'appel entendu »,

JUSTIFICATION.

A ce stade de la procédure, l'avis des autorités judiciaires sur les candidats est nécessairement connu. En outre, un avis négatif aurait de toute évidence des effets négatifs.

J.-M. DEHOUSSE.
J. VAN ELEWYCK.

VII. -- AMENDEMENTEN VOORGESTELD DOOR DE HEER DEHOUSSE.

Art. 7.

(Amendement in bijkomende orde op het amendement van de heren Scokaert en Harmegnies - Stuk n° 782/2-Y).

1. -- Op de vijfde en de zesde regel, de woorden

« benoemt de Koning één van de titularissen tot hoofdcommissaris van politie op voordracht van de burgemeester » vervangen door de woorden

« benoemt de burgemeester, met de goedkeuring van de gouverneur, een van de titularissen tot hoofdcommissaris van politie ».

VERANTWOORDING.

Het ware paradoxaal de autonomie te beknootten van gemeenten die, ingevolge de samenvoeging, groter en -- zo men de Regering mag geloven -- sterker geworden zijn,

2. -- Op de zevende en de achtste regel, de woorden « en na de procureur-generaal bij het Hof van beroep te hebben gehoord » weglaten.

VERANTWOORDING.

In dat stadium van de rechtspleging is het advies van de gerechtelijke overheid over de kandidaten noodzakelijkerwijze gekend. Daarenboven zou een negatief advies vanzelfsprekend negatieve gevolgen hebben.